BLOCAGE DANS L'OPÉRATION OUSRATIC

Le département de Bessalah enquête

Les services du ministère des Postes et des Technologies de l'information et de la communication ont ouvert une enquête pour situer les blocages à l'origine des lenteurs constatées dans la mise en œuvre du projet Ousratic. C'est ce qu'a déclaré Nouar Harzallah, président-directeur général de l'EEPAD, lors de son passage hier au forum du quotidien El Moudjahid.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - «Nous attendons les conclusions de l'enquête», poursuit le P-dg de l'EEPAD sans aller dans le détail. Le programme Ousratic, lancé en grande pompe en octobre 2005, consiste à équiper 5 millions de foyers d'un ordinateur d'ici à l'horizon 2010.

Trois ans après sa mise en œuvre, c'est toujours le même constat qui est dressé par les professionnels du secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Un «échec cuisant», en dépit du soutien des banques et des providers.

Un constat plausible au regard des résultats atteints jusque-là : 300 000 accès à l'ADSL sur un objectif de 6 millions d'ici à 2010. Ces chiffres traduisent, selon les professionnels, d'«importants dysfonctionnements» dans la politique gouvernementale de promotion des nouvelles technologies. «En somme, il a été plus question de vente et d'achat d'ordinateurs», résume Nouar Harzallah.

Pour ce dernier, «il faut susciter une demande et créer un besoin auprès du client pour que le projet réussisse».

Selon le patron de l'EEPAD, «le projet Ousratic qui tourne au ralenti n'apportera pas les résultats escomptés en l'absence de contenu local et de services à valeur ajoutée».

Deux paramètres que le P-dg de l'EEPAD définit comme étant les principales causes du blocage de cette opération, dont la réussite dépend «grandement d'une volonté politique claire». Une politique qui tend à promouvoir le développement d'un contenu et programme algériens et de services à valeur ajoutée proches du citoyen algérien.

Photo : DR

Des écueils empêchent le projet d'avancer.

Actuellement, l'Algérie occupe la troisième place dans le monde arabe en termes d'accès à internet, après l'Egypte et le Maroc.

On compte 4,5 millions d'internautes, avec un taux de pénétration des ordinateurs de 12,4 % et 6 000 cybercafés répartis à travers le territoire national.

Cependant, de grandes disparités existent entre le nord et le sud, les grandes villes et les petites localités, en matière d'accès et de qualité de la connexion. Un autre écueil que l'Etat doit surmonter.

L. M.

KHEMIS MILIANA : PRÈS DE 400 MILLIONS DE CENTIMES DÉTOURNÉS À L'AGENCE OPGI

Trois mandats de dépôt

De source policière, le caissier et deux autres agents de l'Agence OPGI de Khemis Miliana ont été placés sous mandat de dépôt mardi dernier par le juge d'instruction près le tribunal d'El Khemis, après clôture de l'enquête qui aura duré plus d'un mois, les chefs d'inculpation étant détournement d'une somme qui avoisine les 4 millions de dinars et faux en écritures comptables.

Toujours selon les mêmes sources, les détournements ont commencé depuis des années selon un procédure toute simple.

De vraies pièces comptables étaient délivrées aux locataires qui venaient s'acquitter de leurs loyers, mais les écritures comptables étaient omises et les sommes empochées.

On indique que ce sont certaines personnes qui ont porté plainte auprès de la Direction de wilaya qui, après investigations, a porté l'affaire devant la justice laquelle a ordonné une enquête policière. Après diverses auditions, trois agents ont été inculpés. Quant au quatrième, une femme, elle a été laissée en liberté provisoire.

Karim O.

OPPOSITIONS AUX DÉCHARGES PUBLIQUES À TIZI-OUZOU

Le maire d'Azazga accuse les partis politiques

Azazga continue de vivre une crise environnementale sans précédent.

Son P/APC, d'obédience RCD, est monté, hier, au créneau, accusant ouvertement, sans les nommer, des candidats aux dernières élections locales d'être derrière le sabordage du projet de centre d'enfouissement technique (CET).

Ce centre était programmé à Hendou, par la Direction de l'environnement de Tizi-Ouzou, pour endiguer le problème de décharge publique qui se pose avec acuité dans cette ville depuis deux ans suite à la fermeture par la population de la décharge non contrôlée de Zen en raison de sa nocivité et de sa proximité des habitations, démarche soutenue alors par l'actuel exécutif communal qui se trouvait dans l'opposition.

Cette situation a valu depuis à la commune un nomadisme en matière d'évacuation des déchets ménagers (40 tonnes/jour) dans les communes et localités environnantes avant d'en être interdite. Faute de site, l'APC n'a pas enlevé les ordures de la ville, transformée huit jours durant en cité empestant les odeurs pestilentielles avec une évidente menace sur la santé publique. Un danger signalé par le maire aux villages la semaine dernière dans une réunion où il a mis tout le monde devant ses responsabilités, avertissant que c'est le développement de la commune qui est pris en otage.

Photo : DR

Un problème de salubrité publique.

Mardi dernier, se plaint ainsi le maire, la commission de wilaya a été accueillie à Hendou par des jets de pierres.

Pour soulager la ville infestée d'ordures, les déchets ménagers d'Azazga ont été provisoirement évacués à Agma, entre la wilaya de Tizi-Ouzou et Béjaïa, au terme d'un accord avec l'APC de Yakouren et des services des forêts. Un autre site provisoire a été ensuite dégagé avec l'aval de ces mêmes services des forêts, mais la commune n'aura qu'un mois de sursis pour trouver une solution définitive à ce problème.

Pour revenir aux oppositions, le P/APC accuse les «politiques» de manipulation des villageois. S'interrogeant sur la réunion de Hendou avec ses voisins de Tamassit, il dira : «Les politiques sont derrière les oppositions pour freiner et bloquer les efforts de développement.» Le maire a exhorté les autorités à prendre leurs responsabilités et mettre un terme «aux oppositions tous azimuts qui touchent de manière infondée tous les projets de développement, pas seulement les décharges publiques».

Un mal qui, indique-t-il, freine toute velléité de développement notamment dans le cas d'Azazga, pressentie comme wilaya-déléguée, porteuse de projets d'envergure qui risquent de ne pas voir le jour si «les autorités n'exercent pas leurs prérogatives».

S. Hammoum

SIDI-BEL-ABBÈS

État préoccupant du lac Sidi-Mohamed-Benali

Une situation préoccupante prévaut ces derniers temps au niveau du lac Sidi-Mohamed-Benali, un site pour l'évasion et la pêche à la ligne, situé à 3 km du chef-lieu Sidi-Bel-Abbès, avec la mort d'un nombre important de poissons.

En effet, ces derniers mois, où la canicule a fortement sévi, en plus d'une sécheresse quasi permanente ces dernières années, le niveau du lac, bassin d'accumulation des eaux de pluie, a sérieusement baissé, entraînant un manque d'oxygénation du milieu qui a nui à la faune aquatique (carpes, brochets, poules d'eau, etc.) avec des poissons qui échouent morts sur le rivage quotidiennement. Si la situation n'est pas critique, néanmoins elle est préoccupante, si l'on veut sauver la vie du site.

En plus du problème de tarissement des eaux, un autre constat, une surpopulation de poissons avec un nombre qui n'est pas en adéquation avec le volume de l'eau. Devant cette catastrophe écologique, les services de l'hydraulique, conjointement avec la Direction de la pêche, ont, lors d'une réunion tenue jeudi dernier, dégagé un plan d'urgence pour sauver les poissons. Un particulier, doté d'équipements industriels et lié déjà par des contrats avec la Direction de la pêche, a été appelé à la rescousse.

Son assistance consistera à dépeupler le lac et à ne laisser que le nombre de poissons en adéquation avec le milieu.

L'initiative est en soi une solution, puisqu'elle sauvera au moins une partie de la faune aquatique, qui a toujours attiré les amoureux de la pêche et fait la beauté du site.

A. M.